

COOPÉRATION

«Les Russes intéressés par le secteur de l'habitat et des matériaux de construction»

Les entreprises russes s'intéressent à des partenariats avec l'Algérie, notamment dans la production de matériaux de construction et dans le logement. C'est ce qu'a indiqué le ministre des Finances.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Rencontrés lors de la cinquième Commission intergouvernementale mixte de coopération économique, commerciale, scientifique et technique algéro-russe tenue à Moscou, les hommes d'affaires russes ont affiché une «très forte» volonté d'investir sur le marché algérien, a assuré Karim Djoudi, ministre des Finances. «Les entreprises russes se sont montrées très intéressées pour des partenariats dans la production de matériaux de construction et la réalisation de logements», a-t-il souligné, hier à Alger, en marge de la troisième rencontre des points focaux de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA).

Selon lui, l'évaluation de la coopération entre les deux pays a permis de mettre en place un nombre d'outils pour promouvoir le partenariat, particulièrement dans le secteur de la construction. Il a ainsi émis le souhait de voir le conseil d'hommes d'affaires algéro-russe constitué jouer un rôle dynamisant dans ce partenariat.

A une question relative à l'impact de la crise économique mondiale sur l'économie nationale, le ministre a affirmé que les baisses enregistrées sur le commerce international et les échanges vont certainement affecter les prix des matières énergétiques. Toutefois,

«nous ignorons à quel moment cela se produira», a-t-il dit. Selon lui, toutes les mesures ont été prises afin de prémunir l'Algérie de l'impact de la crise économique mondiale. Il s'agit de réduire le rythme de dépense et de constituer une épargne publique importante. «Si la crise économique devait s'accroître, nous serons obligés d'ajuster notre rythme de dépenses», a-t-il encore expliqué. D'ailleurs, il prévoit déjà une baisse de 10% de la dépense publique pour l'année 2012.

Le ministre des Finances a, par ailleurs, indiqué que l'Algérie a toujours contribué au développement de l'Afrique. «En termes d'engage-

ment, l'Algérie a un apport de deux milliards de dollars à la BADEA», précise-t-il. Il a également rappelé que plus de 40 000 cadres africains ont été formés dans les universités algériennes depuis l'indépendance. Pour sa part, le directeur général de la BADEA, Abdelaziz Khelef, a rappelé que son institution joue un rôle important dans le renforcement de la coopération économique, financière et technique entre les pays africains et arabes.

«Depuis sa création en 1973, la BADEA a pu, grâce au soutien des Etats membres, dont l'Algérie, parachever d'importantes réalisations. Quatre milliards de dollars ont été ainsi investis dans le financement de projets de développement dans différents secteurs. Celui des infrastructures de base, à lui seul, a bénéficié de 50% du budget», a-t-il précisé.

R. N.



Photo : Samir Sid.

Karim Djoudi souhaite dynamiser le partenariat algéro-russe.

DJoudi à propos de l'acquisition d'OTA :

«Le montant de la transaction n'est pas concerné par l'accord de confidentialité»

L'accord de confidentialité ne s'applique pas au montant de la transaction d'acquisition par le gouvernement algérien d'Orascom Télécom Algérie (OTA), racheté par le russe Vimpelcom, en stade de finalisation, a déclaré hier à Alger, le ministre des Finances, Karim Djoudi, en marge de la 3^e rencontre des points focaux de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA).

«L'accord de confidentialité doit être signé avant la fin du mois de décembre», a-t-il préci-

sé. Ce passage est, selon le ministre, «obligatoire pour l'ouverture du dataroom qui contient les informations même les plus secrètes d'OTA. Cela permettra une évaluation qui soit la plus objective possible», a-t-il encore expliqué.

Exigé par l'Algérie, cet accord ouvre le dataroom et «assure la confidentialité des données de gestion et de fonctionnement d'OTA qui seront fournies à la banque d'affaires qui travaille pour le compte du gouvernement algérien», ajoute le ministre.

Résultant de l'ouverture du dataroom, le montant de Djezzy «sera rendu public une fois l'évaluation faite», a-t-il dit. Karim Djoudi a, par ailleurs, assuré que cette opération économique est d'un intérêt pour l'Etat algérien, avant de souligner qu'«aucun autre opérateur n'est impliqué dans cette affaire.

«Le gouvernement algérien et les propriétaires d'OTA sont les seules parties concernées», assure-t-il.

Rym N.

TIZI-OUZOU : GRÈVE À LA LAITERIE DE DRAÂ-BEN-KHEDDA

Les travailleurs campent sur leurs positions

La grève déclenchée il y a trois mois à la laiterie de Draâ-Ben-Khedda (ex-Onalait) persiste toujours. Les travailleurs, qui exigent la renationalisation de l'entreprise ainsi que l'ouverture d'une enquête sur la gestion financière de la société par le repreneur ainsi que le non-respect du cahier des charges en matière d'investissements et de recrutements, campent toujours sur leurs positions. Toutes les tentatives de trouver une issue au conflit n'ont pas abouti, à l'instar de prise hier. Les grévistes ont refusé de se faire représenter à ladite réunion, initiée par le P/APW de Tizi-Ouzou, et à laquelle ont pris part le secrétaire général de l'Union de wilaya de Tizi-Ouzou de l'UGTA, les présidents des chambres consulaires, à l'instar de la CCID, Chambre de commerce et d'industrie du Djurdjura, de l'Union générale des commerçants algériens. Les représentants des directions de wilaya du commerce et de l'agriculture et de l'Inspection du travail ont participé à cette réunion à laquelle ont pris part des représentants d'associations professionnelles et, bien sûr, le patron de l'entreprise qui, tout en affichant, durant cette rencontre, sa disponibilité au dialogue, dira être satisfait de l'ensemble des engagements pris lors de l'acquisition de l'entreprise. Pour leur part, les autres participants à la réunion avaient beaucoup misé sur la présence des délégués des travailleurs afin de les écouter pour mieux comprendre leurs motivations et, pourquoi pas, amorcer un début de solution et «pour trouver une issue honorable au conflit», comme il a été clairement dit dans le texte de l'appel invitant à la rencontre d'hier. Pour les travailleurs, leur absence à ladite réunion, à laquelle ils auraient voulu prendre part, est motivée par les déclarations du P/APW à qui ils reprochent son parti pris au profit du patron de la laiterie, lors de son intervention du 8 décembre dernier à la radio de Tizi-Ouzou. Le P/APW n'a pas manqué de déplorer le silence et l'attitude attentiste, voire laxiste, des pouvoirs publics qui n'ont pris aucune initiative pour trouver une issue au conflit. Signalons que les grévistes ont refusé tout contact avec les participants à la rencontre initiée par l'APW qui se sont déplacés à Draâ Ben Khedda dans l'espoir de s'entretenir avec les travailleurs. L'arrivée de la délégation, constituée, entre autres, du P/APW, du président de l'Union pour la wilaya de Tizi-Ouzou des commerçants et artisans algériens, du secrétaire général de l'Union de wilaya UGTA de Tizi-Ouzou, a exacerbé la colère des grévistes. Ils ont entonné leurs slogans et leurs exigences habituels.

S. A. M.

FACILITATION DU COMMERCE

Vers un second programme d'appui algéro-européen

Le programme algéro-européen d'appui à la facilitation du commerce en Algérie (FACICO), lancé depuis 2009 dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen et clôturé le 15 décembre prochain, devrait être reconduit.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Doté d'un financement de 6,25 millions d'euros dont 1,250 million à la charge de la partie algérienne, et visant notamment la modernisation de diverses structures du commerce, le renforcement du contrôle et la protection du consommateur, le programme FACICO pourrait être élargi à d'autres thématiques, telles que le commerce extérieur et la surveillance du marché.

Selon le secrétaire général du ministère du Commerce, Aïssa Zelmami, et le directeur opérationnel dudit programme, Abdelhamid Belahda, cités par l'Agence nationale de presse, le FACICO a bénéficié à plusieurs organismes et établissements, notamment le Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (CACQE) dont les laboratoires ont été renforcés en vue de leur accréditation, et l'Agence algérienne de promotion du commerce extérieur (Algex) qui a été dotée d'une base de données, en collaboration avec les Douanes et le Centre national du registre du commerce (CNRC).

Cela même si l'inefficacité patente de ces structures d'accompagnement ainsi que l'insuffisance du dispositif de



Photo : Samir Sid.

contrôle commercial et la prise en charge assez aléatoire des intérêts des consommateurs peuvent contredire ce satisfecit des promoteurs dudit programme.

Des lacunes qui pourraient cependant être comblées par une réorientation judicieuse des axes de travail dans le cadre de ce second programme.

Notons justement que le siège de l'Algex a abrité jeudi dernier une rencontre thématique sur la politique commerciale européenne à l'horizon 2020, l'occasion d'une évaluation de l'impact

de la mise en œuvre de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne.

En vigueur depuis 2005 et visant la mise en place d'une zone de libre-échange entre l'Algérie et l'Union européenne, aux environs de 2020, cet accord s'avère, actuellement, sans impact significatif sur le rythme haussier des importations algériennes en provenance du Vieux Continent, et dans la mesure où l'Algérie ne tire pas assez de profit de cet engagement.

C. B.